

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2960

16 octobre 2014

SOMMAIRE

Adikt Ink Sàrl	142040	Maitagaria	142040
Albertina S.à r.l.	142035	Materia Prima Holding S.A.	142067
Almack S.A.	142071	Matrix EPH S. à r.l.	142051
BH5 Management S.A.	142040	Matrix St Etienne Holdco S.à r.l.	142051
Biomedbox SA	142070	Medina Investments S.A. - SPF	142072
Brasserie Yasmina & André S.à r.l.	142041	Myone S.A.	142067
Camoplast Solideal Holding S.à r.l.	142046	Parfininvest S.A.	142034
Camso Holding S.à r.l.	142046	Property Development Luxembourg S.A.	142039
Centuria Capital Villes Vertes (C2V2) S.à r.l.	142071	Red Prince S.A.	142068
Chios SPF S.A.	142068	Riverside Europe Loudspeakers Luxembourg S.à r.l.	142039
Chios SPF S.A.	142068	RSL Income Fund S.A., SICAV-SIF	142067
Cogear, s.à r.l.	142039	Sandstorm Gold (Luxembourg)	142077
Comfintex S.A.	142038	SHCO 91 S.à r.l.	142080
Comptassit S.A.	142071	Silk Way S.à r.l.	142041
Dome Capital S.à r.l.	142071	Sitinvest S.A.	142068
Euro-Asian S.à r.l.	142041	SRD Steel & Pipe S.A.	142069
FB Participation One S.à r.l.	142039	Steel Center S.A.	142079
Georgia Finance S.à r.l.	142069	S & T Handels- und Beteiligungs	142068
GST-Real SA	142069	Sund S.A.	142048
Iko Invest S.à r.l.	142074	Sunny Fitness S.A.	142070
JAPL - Diop - Secs	142040	TAG Nordimmobilien S.à r.l.	142035
Logos Ventures	142055	Tradobest S.A.	142069
Lorenzo Group S.A.	142038	Triumvirate II S.à r.l.	142070
Lub-Sol S.à r.l.	142039	Utopia Management	142035
Lumax International Holdings S.A.	142034	VersusMind Luxembourg	142067
Lux Tech Invest S.A.	142034	Vintners Bidco S.C.A.	142067
Lux Tech Invest S.A.	142034	Vodafone Procurement Company S.à r.l.	142070
Macaines Mining Properties S.à r.l.	142045		
Maine S.A.	142042		

Lux Tech Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 115.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014139087/9.

(140157947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Lux Tech Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 115.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014139090/9.

(140157969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Parfininvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 147.937.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 3 novembre 2014 à 12:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Modification de la composition du Conseil d'Administration
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014160167/795/18.

Lumax International Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 20.810.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de notre société sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra 7A, rue Thomas Edison à Luxembourg-Strassen, le 4 novembre 2014 à 10.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du conseil d'administration sur l'exercice 2013,
2. Rapport du Commissaire sur l'exercice 2013,
3. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice 2013,
4. Affectation du résultat 2013,
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014159428/592/18.

TAG Nordimmobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.016.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2014.

Référence de publication: 2014139273/11.

(140157808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Albertina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 60.000,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 115.719.

—
EXTRAIT

En date du 1^{er} Septembre 2014, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Patrice Gallasin en tant que gérant est acceptée avec effet au 1^{er} Septembre 2014.
- Monsieur Andreas Brückmann, avec adresse professionnelle au 55, Avenue de la Gare à L-1611 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet au 1^{er} Septembre 2014, et ce pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 1^{er} Septembre 2014.

Pour extrait conforme

Samuel HAAS

Référence de publication: 2014140033/16.

(140158229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Utopia Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 43.883.

—
COMMUNIQUE

relatif au rapport d'évaluation de l'expert indépendant nommé par la CSSF suite à l'opposition formée par un détenteur de titres dans le cadre de la procédure de retrait obligatoire des titres de la société Utopia S.A. que Utopia Management, CLdN Fin S.A. et CLdN Finance S.A. ne détiennent pas encore tel que prévu par les dispositions de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public (la " **Loi Retrait Rachat** ") et en particulier l'article 4 (7) de cette loi.

AVIS IMPORTANT

Le présent communiqué concerne une procédure de retrait obligatoire initiée par **Utopia Management, CLdN Fin SA.** et **CLdN Finance SA.** concernant les titres d' **Utopia SA.** conformément aux dispositions de la Loi Retrait Rachat.

Sous réserve du respect des dispositions de la Loi Retrait Rachat, à l'issue de la procédure de retrait obligatoire, les titres qui n'auront pas été présentés au plus tard à la date de paiement définitive seront transférés de manière automatique et de plein droit à Utopia Management, CLdN Fin S.A. et CLdN Finance S.A., sans accord préalable des détenteurs de titres restants.

Le présent communiqué doit être lu en conjonction avec les communiqués publiés les 10, 18 et 20 décembre 2013 et le communiqué publié le 13 mars 2014 par

- **Utopia Management**, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 45, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 43.883 (" **Utopia Management** "),

- **CLdN Fin S.A.**, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 3-7, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.485 (" **CLdN Fin** "),

- **CLdN Finance S.A.**, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 3-7, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.209 (" **CLdN Finance** "), et

- **Utopia S.A.**, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 45, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 29.756 (la " **Société** ").

Pour rappel:

- Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance agissent de concert et sont "actionnaire majoritaire" au sens de la Loi Retrait Rachat, et

- les 8.084 titres (au porteur ou nominatifs) de la Société que Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance ne détiennent pas encore (les " **Titres** ") et sur lesquels porte la procédure de retrait obligatoire prévue par la Loi Retrait Rachat (le " **Retrait Obligatoire** "), avaient pour code ISIN le code LU 0104737308 lors de la cotation de ces Titres tant sur la bourse de Luxembourg que sur le marché EuroMTF. Les Titres de la Société ont été cotés sur le marché EuroMTF pour la dernière fois le vendredi 5 septembre 2008 et le retrait de la négociation de ces Titres sur le marché EuroMTF a été effectif le lundi 8 septembre 2008.

Le 18 décembre 2013, Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance ont publié, suivant les exigences des articles 4(1) et 10(4) de la Loi Retrait Rachat, **le prix proposé pour le Retrait Obligatoire exercé sur les Titres, soit un montant de 44,73 EUR par Titre**.

Le 22 janvier 2014, la CSSF a indiqué dans une correspondance adressée à la Société notamment (i) qu'un détenteur de Titres a valablement communiqué à la CSSF une opposition au Retrait Obligatoire et (ii) qu'elle demandait par conséquent à la Société conformément à l'article 4(7) alinéa 1 de la Loi Retrait Rachat de lui proposer les noms de cinq experts remplissant chacun les conditions posées à l'article 4(5) alinéa 2 de la Loi Retrait Rachat.

Le 6 mars 2014, la Société a donc proposé à la CSSF les noms de cinq experts.

1. Nom de l'expert indépendant de toute partie concernée et dans le chef duquel il n'existe aucun conflit d'intérêts que la CSSF a désigné sur proposition de la Société pour lui soumettre un rapport d'évaluation des titres objet du Retrait Obligatoire sur base de méthodes objectives et adéquates pratiquées en cas de cessions d'actifs (articles 4(4), 4(5) et 4(7) de la Loi Retrait Rachat) et extrait du contenu du rapport

Par correspondance en date du 20 juin 2014, la CSSF a indiqué qu'elle nommait la société Ricol Lasteyrie Corporate Finance (ci-après " **RLCF** ") en qualité d'expert chargé de lui remettre un deuxième rapport d'évaluation des titres de la Société conformément aux dispositions de l'article 4(7) de la Loi Retrait Rachat.

Le 8 octobre 2014, RLCF a émis son rapport, lequel a été fourni à la CSSF par e-mail le 9 octobre 2014 ainsi qu'à la Société, Utopia Management, CLdN Fin S.A. et CLdN Finance S.A., conformément aux dispositions de l'article 4(7) de la Loi Retrait Rachat.

Selon l'énoncé du rapport en date du 8 octobre 2014 signé par Mme Florence Lafargue et Mme Sonia Bonnet-Bernard, RLCF a, pour soumettre à la CSSF son rapport sur l'évaluation du juste prix des titres de la Société, mis en place une approche d'évaluation multicritère, par référence à des méthodes objectives et adéquates pratiquées en cas de cessions d'actifs au sens de l'article 4(4) de la Loi Retrait Rachat et attesté de l'absence de tout conflit d'intérêt au sens de l'article 4(5) de la Loi Retrait Rachat, de RLCF, ses associés et collaborateurs dans le cadre de la procédure de Retrait Obligatoire.

En outre, il a été indiqué dans ce rapport que RLCF, ses associés et collaborateurs n'entretiennent aucun lien juridique ou en capital avec les sociétés concernées par l'opération ou leurs conseils et ne détiennent aucun intérêt financier dans la réussite de l'opération, ni aucune créance ou dette sur l'une des sociétés concernées par l'opération ou toute personne contrôlée par ces sociétés.

Les conclusions du rapport d'évaluation de RLCF sont libellées comme suit:

"A l'issue de nos travaux d'évaluation, nous concluons que la valeur de la Société, compte tenu de ses perspectives d'activité (méthode DCF), ressort dans une fourchette comprise entre 42,4 euros et 47,7 euros par action, avec une valeur centrale de 44,9 euros. Les méthodes analogiques, présentées à titre secondaire, confortent le caractère équitable de cette fourchette de valeurs de la Société, dans le cadre d'une opération de retrait des actionnaires minoritaires. Pour mémoire, le prix initialement proposé était de 44,73 par action.

Au cas particulier, l'Actionnaire Majoritaire ayant racheté mi 2012, 36 476 titres sur la base d'un prix de 44,73 euros par action, il nous paraît difficile de proposer aujourd'hui un prix inférieur pour le rachat des actions restantes, la situation de la Société n'ayant pas fondamentalement changé depuis cette date.

A l'issue de notre mission, qui s'inscrit dans le cadre de l'article 4 (7) de la Loi Retrait Rachat, le juste prix des actions peut ainsi être fixé à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 44,7 et 47,7 euros par action".

Conformément à l'article 4(7) alinéa 3 de la Loi Retrait Rachat, la CSSF prendra une décision sur le prix à payer par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance pour le retrait des Titres dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception du rapport émis par RLCF.

2. Mise à disposition de copies du rapport d'évaluation

Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance précisent qu'une copie du rapport d'évaluation de RLCF pourra être consultée librement et sans frais par les détenteurs de titres objet du Retrait Obligatoire au siège social de la Société, à chacun des sièges sociaux d'Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance, sur le site Internet de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu - sections "Émetteurs" et "Avis" sous la référence "Utopia"), sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/> et au siège social de l'agent centralisateur et agent payeur BIL (Banque Internationale à Luxembourg), situé au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg auprès de Mme Monique Molling (+352 4590-4281) ou Mme Christiane Englebert (+352 4590-4278).

Une copie du rapport d'évaluation de RLCF et du présent communiqué seront envoyées par lettre recommandée conjointement par la Société, Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance à tous les détenteurs de titres nominatifs de la Société mentionnés sur le registre des titres nominatifs de la Société à la date du présent communiqué.

3. Modalités de publication/communication qui seront utilisées par Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et/ou par la Société dans le cadre de la procédure de Retrait Obligatoire

Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société précisent que toutes les publications/communications devant être réalisées par leurs soins dans le cadre de la procédure de retrait obligatoire (i.e. y compris le présent communiqué) seront effectuées conjointement:

- pour les titres au porteur: auprès de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu - sections "Émetteurs" et "Avis" sous la référence "Utopia"), du Luxemburger Wort, du Tageblatt et sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/>.

- pour les titres nominatifs: via les moyens de communication mentionnés ci-dessus ainsi que par lettre recommandée.

La Société précise en outre que toutes les publications devant être réalisées par ses soins dans le cadre de la procédure de Retrait Obligatoire seront également effectuées auprès du Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

4. Documents liés à la procédure de Retrait Obligatoire

Pour rappel, Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société précisent que les documents liés à la procédure de Retrait Obligatoire (i.e. y compris le présent communiqué et le rapport de RLCF) peuvent être consultés librement et sans frais par les détenteurs de Titres objet du Retrait Obligatoire au siège social de la Société, à chacun des sièges sociaux d'Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance, sur le site Internet de la Bourse de Luxembourg et sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/>.

5. Décision de la CSSF relative au prix à payer et calendrier relatif à la procédure de Retrait Obligatoire

Comme indiqué ci-dessus, la CSSF prendra une décision sur le prix à payer par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance dans un délai de trois (3) mois après la remise du rapport émis par RLCF conformément à l'article 4(7) alinéa 3 de la Loi Retrait Rachat, soit au plus tard le 9 janvier 2015.

La décision de la CSSF sur le prix des Titres sera alors notifiée par la CSSF à la Société et à Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance, en application des dispositions de l'article 4(7) de la Loi Retrait Rachat. La décision de la CSSF sera également valablement publiée sur son site Internet conformément aux dispositions de l'article 4(7) in fine de la Loi Retrait Rachat.

A titre purement indicatif, Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société indiquent donc ci-dessous une estimation temporelle du déroulement des prochaines étapes à venir du processus de Retrait Obligatoire conformément à la Loi Retrait Rachat:

- Endéans un délai de 3 mois à compter de la fourniture du rapport de RLCF à la CSSF: prise de décision de la CSSF sur le prix à payer par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance et notification de cette décision par la CSSF à la Société et à Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance

- Dès que possible après la notification de la prise de décision de la CSSF sur le prix des Titres à payer par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance: publication des informations relatives à la date et aux modalités de paiement définitives (i) par Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société auprès (a) de la Bourse de Luxembourg,

(b) du Luxemburger Wort, (c) du Tageblatt et (d) sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/> et (ii) par la Société auprès du Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations

- Environ 10 jours ouvrables plus tard: date de paiement définitive et transfert de propriété des titres présentés au paiement

- Le lendemain de la date de paiement définitive: consignation du prix des titres non présentés au paiement et transfert de plein droit des titres non présentés au paiement.

Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance précisent qu'ils se réservent le droit de modifier et/ou compléter le calendrier ci-dessus, qui n'est fourni qu'à titre indicatif, en fonction du déroulement des prochaines étapes à venir de la procédure de Retrait Obligatoire.

Tout changement de ce calendrier indicatif sera publié auprès de la Bourse de Luxembourg, du Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, du Luxemburger Wort, du Tageblatt et sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/>.

6. Divers

Le présent communiqué est publié sous la responsabilité d'Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance en conformité avec leurs obligations légales de publication et en particulier en application de l'article 4(7) de la Loi Retrait Rachat. Il constitue aussi une communication de la Société au sens et en application de l'article 4(7) de la Loi Retrait Rachat.

Le présent communiqué, le Retrait Obligatoire et les obligations qui en dérivent pour toute personne concernée ou impliquée à quelque titre par le Retrait Obligatoire sont soumis aux lois du Grand-Duché de Luxembourg. L'interprétation ou l'exécution des obligations par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance dérivant du présent communiqué et tous faits ou actes qui en découlent sont soumis à la compétence exclusive des tribunaux de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159427/151.

Lorenzo Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9711 Clervaux, 82, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 171.509.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art.81 de la Loi du 19 décembre 2002)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014134382/10.

(140152616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2014.

Comfintex S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 21.707.

L'Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le mercredi 1^{er} octobre 2014 à 11.00 heures n'ayant pu délibérer sur la décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société, faute de quorum de présence, ainsi que sur des autres points de l'ordre du jour, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

de COMFINTEX S.A. Société Anonyme 1, rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg R.C.S. Luxembourg B 21.707 qui se tiendra *vendredi 21 novembre 2014* à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes pour les exercices au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014160168/755/22.

Riverside Europe Loudspeakers Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 128.150,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 119.960.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2014134474/10.

(140152416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2014.

Lub-Sol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5720 Aspelt, 1, um Klaeppchen.
R.C.S. Luxembourg B 117.616.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 26 août 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014134383/10.

(140152670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2014.

Cogcart, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5576 Remich, 40, chemins des Vignes.
R.C.S. Luxembourg B 104.212.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014134771/11.

(140153641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2014.

Property Development Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 175.179.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014135131/11.

(140153639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2014.

FB Participation One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.
R.C.S. Luxembourg B 163.969.

Les comptes annuels de FB Participation One S.à r.l. arrêtés au 31 décembre 2012 et dûment approuvés par l'associé unique en date du 15 juillet 2014, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Pour la société FB Participation One S.à r.l.

Référence de publication: 2014139576/12.

(140158736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Maitalaria, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 55.002.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 6 mars 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 7 avril 2014.

Référence de publication: 2014135658/11.

(140154446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2014.

Adikt Ink Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 16, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 184.020.

RECTIFICATIF

Dans l'en-tête de la publication des statuts, à la page 38600 du Mémorial C n° 805 du 28 mars 2014 et dans la publication du Transfert de siège à la page 38600 du Mémorial C n° 1288 du 20 mai 2014, il y a lieu de corriger comme suit la dénomination de la société:

- au lieu de: "Apdikt Ink Sàrl,"
- lire: "Adikt Ink Sàrl."

La même correction doit être apportée dans le sommaire du Mémorial 805 à la page 38593 et du sommaire du Mémorial 1288 à la page 61777 .

Référence de publication: 2014160161/14.

JAPL - Diop - Secs, Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 10.000,00.

Siège social: L-6580 Rosport, 5, rue du Camping.
R.C.S. Luxembourg B 167.205.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la deuxième ligne de l'en-tête de la publication d'un procès verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er juillet 2014, dans le Mémorial C n° 2793 du 8 octobre 2014, page 134029:

au lieu de:

"Capital social: EUR 1.000,00.",

lire:

"Capital social: EUR 10.000.".

Référence de publication: 2014160162/14.

BH5 Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 109.609.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale tenue extraordinairement le 2 juillet 2014 par la société BH5 Management S.A. la résolution unique suivante:

L'assemblée transfère le siège social de la société à l'adresse sise 140 Boulevard de la Pétrusse, L-2330 LUXEMBOURG, dans l'étude de Maître Eyal GRUMBERG, pour une durée indéterminée, et avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pour la société

Eyal GRUMBERG

Référence de publication: 2014140138/15.

(140159009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Brasserie Yasmina & André S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2269 Luxembourg, 1, rue Jean Origer.
R.C.S. Luxembourg B 139.343.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014134707/10.

(140153354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2014.

**Silk Way S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Euro-Asian S.à r.l.).**

Siège social: L-1360 Luxembourg, Luxair Logistic Center.
R.C.S. Luxembourg B 88.194.

L'an deux mille quatorze, le vingt juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée régie par les lois d'Azerbaïdjan «SILK WAY AIRLINES», établie et ayant son siège social à Baku, Nizami Street, 103, (Azerbaïdjan), inscrite au Ministère de la Justice d'Azerbaïdjan sous le numéro 973, (l'«Associée Unique»),

ici dûment représentée par Monsieur Grigory YURKOW, gérant, demeurant à L-3712 Rumelange, 42, rue des Artisans, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter qu'elle est la seule et unique associée actuelle de la société à responsabilité limitée «EURO-ASIAN S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-1360 Luxembourg, Luxair Logistic Center, Bâtiment T, Bureau T 440, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 88.194, (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 juin 2002, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1328 du 13 septembre 2002,

et qu'elle a pris, par son représentant, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de changer la dénomination de la société en «Silk Way S.à r.l.» et de modifier l'article 2 des statuts qui aura la teneur suivante.

« **Art. 2.** La société prend la dénomination de Silk Way S.à.r.l.».

Deuxième résolution

L'associée unique décide de révoquer le gérant actuel Monsieur Romain THEISSEN.
Décharge pleine et entière lui est accordée pour l'exécution de son mandat.

Troisième résolution

L'associée unique décide que Monsieur Grigory YURKOW, gérant, né à Grodekovo, (Russie), le 9 mars 1954, demeurant à Luxembourg, L-3712, Rumelange, 42, rue des Artisans, occupera dorénavant la fonction de gérant unique pour une durée indéterminée.

Frais

Tous les frais et honoraires des présentes, évalués à la somme de huit cent cinquante euros, sont à charge de la Société, et l'Associée Unique s'y engage personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Grigory YURKOW, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 30 juin 2014. Relation GRE/2014/2557. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014135490/44.

(140154157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2014.

Maine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 96.929.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-third of September.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Rédange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "MAINE S.A.", a société anonyme, having its registered office in L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, registered with the Luxembourg companies and trade register at section B under number 96929, "the Company", incorporated by deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, then notary residing in Luxembourg, dated on 12 November 2003, published in the Memorial C number 1298 of 5 December 2003 and whose Articles of Association never have been amended.

Board

The meeting is presided by Mr Marc ALBERTUS, employee in Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

The chairman appoints as secretary Mr Patrick VAN HEES, employee in Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

The meeting elects as scrutineer Miss Suet Sum WONG, employee in Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Composition of the meeting

The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain attached to this minutes.

Closed, the attendance list lets appear that the 13,000 (thirteen thousand) shares with a nominal value of EUR 100.- (one hundred euros) each, representing all of the currently issued subscribed capital, are present or duly represented at the present extraordinary general meeting.

Account of the chairman

The chairman explains to the meeting and requests the notary to act that:

I.- It was not created voting founders' shares nor issued non-voting shares.

II.- The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, it is not required to justify the convening notices, the shareholders being considered as duly convened and having knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1) To state the publication in the Luxembourg Mémorial C of the Common Merger Draft proposing the absorption of SUND S.A. by MAINE S.A.

2) To ascertain the accomplishment of all formalities as referred to in the Luxembourg Companies Law concerning commercial companies about the merger between the both companies.

3) To state the renunciation by the shareholders to the report of expert on the draft of merger and calculation of the exchange ratio and to the report to be issued by the board on the merger.

4) To accept the provisions proposed in the draft as published and to decide the merger by absorption of SUND S.A. by MAINE S.A., with accounting effect at May 1st, 2014.

5) To increase the share capital by issue in favour of the shareholders of SUND S.A. of 12,839 (twelve thousand eight hundred and thirty-nine) new shares with a nominal value of EUR 100.- (one hundred euros) each.

Statement of the validity of the meeting

The foregoing facts and the chairman's presentation, after verification by the scrutineer, are found to be correct by the assembly, which considered to be validly constituted and able to deliberate on all the items of the agenda with the understanding that if all the shares are held by a single shareholder, he exercises alone the powers devolved to the general meeting.

Resolutions

Whereupon, the shareholders unanimously decide what follows:

First resolution

The meeting states the publication in the Luxembourg Mémorial C number 1826 of 14 July 2014 of the Common Merger Draft proposing the absorption by the Company of SUND S.A., a public limited liability company having its registered office at 2 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, RCS Luxembourg B96920.

Second resolution

The meeting ascertains and states the accomplishment of all formalities as referred to in the Luxembourg Companies Law concerning commercial companies about the merger between the both companies.

Third resolution

The meeting states the renunciation by the shareholders to the report of expert on the draft of merger and calculation of the exchange ratio and to the report to be issued by the board on the merger.

Fourth resolution

The meeting accepts the provisions proposed in the draft as published and to merge SUND S.A. and MAINE S.A. with accounting effect on May 1st, 2014.

Fifth resolution

The meeting decides to increase the share capital by issue in favour of the shareholders of SUND S.A. of 12,839 (twelve thousand eight hundred and thirty-nine) new shares with a nominal value of EUR 100.- (one hundred euros) each, pro rata to their existing shareholding.

In accordance with articles 266 of the law concerning commercial companies, the exchange ratio and the valuation of both companies have been verified by a Luxembourg Réviseur d'Entreprises agréé, Artemis Audit & Advisory, a société à responsabilité limitée with its registered office at 25 A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B166716, which report dated 29 August 2014 concludes as follows:

“Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that:

- The exchange ratio described in the merger proposal is not relevant and reasonable;
- The valuation method adopted for the determination of the exchange ratio is not appropriate in the circumstances.”

This report will remain here attached.

Consequently, the first paragraph of article 5 of the articles on incorporation reads as follows:

Art. 5. §1. The subscribed capital of the company is fixed at EUR 2,583,000.- (two million five hundred eighty-three thousand euros) divided into 25,830 (twenty-five thousand eight hundred and thirty) shares with a par value of EUR 100.- (one hundred Euros) each.

Declaration

The undersigned notary has verified and attests, according to article 271, paragraph (2) of the Law, the existence and legality of the deeds and formalities incumbent to the Company and of the Common Merger Draft.

Expenses

The fees and costs which shall be borne by the company as a result of the present notarial deed, are estimated at approximately 2,600.- euros.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up and duly enacted in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois septembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Rédange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, sous-signée.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "MAINE S.A.", ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 96929, «la Société», constituée suivant acte reçu le 12 novembre 2003 par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C numéro 1298 du 5 décembre 2003 et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

Bureau

L'assemblée est présidée par Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Patrick VAN HEES, employé privé à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Suet Sum WONG, employée privée à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Composition de l'assemblée

Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées à l'acte.

Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 13.000 (treize mille) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros), représentant la totalité du capital souscrit, sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

Exposé du président

Le président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- Il n'a pas été créé de parts bénéficiaire donnant droit de vote ni émis d'actions sans droit de vote.

II.- L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'Assemblée, il n'est pas requis de justifier de l'accomplissement des formalités de convocation, les actionnaires étant considérés comme dûment convoqués et ayant pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Constater la publication dans le Mémorial C luxembourgeois du Projet Commun de Fusion proposant l'absorption de SUND S.A. par MAINE S.A.

2) Vérifier l'accomplissement de toutes les formalités auxquelles il est fait référence dans la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciale au sujet de la fusion entre les deux sociétés.

3) Constater la renonciation par les actionnaires au rapport d'expert sur le projet de fusion et le calcul du rapport d'échange et au rapport sur la fusion à émettre par les conseils d'administration.

4) Accepter les dispositions contenues dans le projet de fusion tel que publié et approuver la fusion par absorption de SUND S.A. par MAINE S.A., avec effet comptable au 1^{er} mai 2014.

5) Augmenter le capital social par émission en faveur des actionnaires de SUND S.A. de 12.839 (douze mille huit cent trente-neuf) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Constatation de la validité de l'assemblée

Ces faits et l'exposé du président, après vérification par le scrutateur, sont reconnus exacts par l'assemblée qui se considère valablement constituée et apte à délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour étant entendu que si toutes les actions sont détenues par un actionnaire unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Résolutions

Sur ce, les actionnaires prennent à l'unanimité les décisions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate la publication dans le Mémorial C luxembourgeois numéro 1826 du 14 juillet 2014 du Projet Commun de Fusion proposant l'absorption par la Société de SUND S.A., une société anonyme ayant son siège social au 2 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B96920.

Deuxième résolution

L'assemblée vérifie et constate l'accomplissement de toutes les formalités auxquelles il est fait référence dans la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, «la Loi», au sujet de la fusion entre les deux sociétés.

Troisième résolution

L'assemblée constater la renonciation par les actionnaires au rapport d'expert sur le projet de fusion et le calcul du rapport d'échange et au rapport sur la fusion à émettre par les conseils d'administration.

Quatrième résolution

L'assemblée accepte les dispositions contenues dans le projet de fusion tel que publié et approuve la fusion par absorption de SUND S.A. par MAINE S.A., avec effet comptable au 1^{er} mai 2014.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social par émission en faveur des actionnaires de SUND S.A. et en proportion de leur participation de 12.839 (douze mille huit cent trente-neuf) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Conformément à l'article 266 de la Loi, le rapport d'échange et l'évaluation des deux sociétés ont été vérifiés par un Réviseur d'Entreprises agréé luxembourgeois, Artemis Audit & Advisory, une société à responsabilité limitée avec siège social au 25 A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 166716, dont le rapport daté du 29 août 2014 conclut comme suit:

“Sur base du travail réalisé, rien n'a attiré notre attention qui soit de nature à nous porter à croire que:

- Le rapport d'échange décrit dans le projet de fusion n'est pas pertinent et raisonnable;
- La méthode d'évaluation adoptée pour la détermination du rapport d'échange n'est pas adéquate en l'espèce.”

Ce rapport restera ci-annexé.

Par conséquent, le premier paragraphe de l'article 5 des statuts prend la teneur suivante:

Art. 5, §1. Le capital souscrit de la Société est fixé à EUR 2.583.000,- (deux millions cinq cent quatre-vingt-trois mille euros), divisé en 25.830 (vingt-cinq mille huit cent trente) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Déclaration

Le notaire soussigné a vérifié et atteste, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du projet commun de fusion.

Frais

Les honoraires et frais à charge de la Société à raison du présent acte notarié sont estimés à 2.600,- euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg. Les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. ALBERTUS, P. VAN HEES, S.S. WONG, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 30 septembre 2014. Relation: RED/2014/2124. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014157455/186.

(140178859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Macaines Mining Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 184.174.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 14 août 2014 que:

- La démission de Monsieur Dennis Blasutti, gérant de la Société, a été acceptée avec effet au 28 juillet 2014;
- La personne suivante a été nommée gérant de la Société avec effet au 28 juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée:

* François Leblanc, né le 12 janvier 1974 à Pointe-Claire, Canada, résidant professionnellement à Calle Profesor Agustin Millares Carló n°10, 6° Planta, Las Palmas de Gran Canaria, 35003 Las Palmas, Espagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Référence de publication: 2014140374/17.

(140158909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

**Camso Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Camoplast Solideal Holding S.à r.l.).**

Capital social: USD 9.900.000,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 162.661.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of September.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "CAMOPLAST SOLIDEAL HOLDING S.à r.l.", a "société à responsabilité limitée", having its registered office in L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare, incorporated by notarial deed on 28 July 2011, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C" (the "Mémorial") number 2424 of 10 October 2011, registered at the Trade and Companies' Register in Luxembourg-City under section B and number B 162.661. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a notarial deed on 26 August 2014, not yet published in the Mémorial.

The meeting was declared open at 3.45 p.m. and presided by Mr Ahcène Boulhais, employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Laurence Petit, employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

The meeting elected as scrutineer Mrs Zineb Zeghloul, employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is the following:

1. Amendment of the company's name from "CAMOPLAST SOLIDEAL HOLDING S.à r.l." to "Camso Holding S.à r.l." and subsequent amendment of the Article 1 of the Articles of Association of the Company;

2. Miscellaneous.

II.- That the shareholder present or represented, the proxy of the represented shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list; which attendance list, signed by the shareholder present, the proxy of the represented shareholder and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Shall also remain attached to this deed, the proxy of the represented shareholder after having been signed "ne varietur" by the appearing persons.

III.- That the whole corporate capital being present or represented at this meeting and the shareholder present or represented declaring that it had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

V.- Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolution:

Sole resolution

The general meeting decides to modify the company's name from "CAMOPLAST SOLIDEAL HOLDING S.à r.l." to "Camso Holding S.à r.l." and to amend Article 1 of the Articles of Association of the Company so as to read as follows:

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Camso Holding S.à r.l." (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed at 4 p.m.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatre septembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des associés de «CAMOPLAST SOLIDEAL HOLDING S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare, constituée suivant acte notarié en date du 28 juillet 2011, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C (le «Mémorial») numéro 2424 du 10 octobre 2011, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 162.661. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 26 août 2014 non encore publié au Mémorial.

L'assemblée est déclarée ouverte à 15.45 heures, sous la présidence de Monsieur Ahcène Boulhais, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, Route d'Esch, L-2086 à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Laurence Petit, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, Route d'Esch, L-2086 à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Zineb Zeghloul, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, Route d'Esch, L-2086 à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour agenda:

1. Modification de la dénomination sociale de „CAMOPLAST SOLIDEAL HOLDING S.à r.l.“ en „Camso Holding S.à r.l.“ et modification subséquente de l'article 1 des statuts de la société.

2. Divers.

II-Que l'associé présent ou représenté, le mandataire de l'associé représenté, ainsi que le nombre de parts sociales qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par l'associé présent, le mandataire de l'associé représenté ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes la procuration de l'associé représenté, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'associé présent ou représenté se reconnaît dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

V- L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée Générale décide de modifier la dénomination sociale de la société de „CAMOPLAST SOLIDEAL HOLDING S.à r.l.“ en „Camso Holding S.à r.l.“ et de modifier l'article 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination de „Camso Holding S.à r.l.“ (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Aucun autre point ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée Générale a été clôturée à 16.00 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes comparantes, en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. BOULHAIS, L. PETIT, Z. ZEGHLOUL et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 septembre 2014. Relation: LAC/2014/42106. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143313/109.

(140162684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Sund S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 96.920.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-third of September.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Rédange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "SUND S.A.", a société anonyme, having its registered office at L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, registered with the Luxembourg companies and trade register at section B under number 96920, "the Company", incorporated by deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, then notary residing in Luxembourg, dated on 12 November 2003, published in the Memorial C number 1297 of 5 December 2003 and whose Articles of Association never have been amended.

Board

The meeting is presided by Mr Marc ALBERTUS, employee in Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

The chairman appoints as secretary Mr Patrick VAN HEES, employee in Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

The meeting elects as scrutineer Miss Suet Sum WONG, employee in Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Composition of the meeting

The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain attached to this minutes.

Closed, the attendance list lets appear that the 13,000 (thirteen thousand) shares with a nominal value of EUR 100.- (one hundred euros) each, representing all of the currently issued subscribed capital, are present or duly represented at the present extraordinary general meeting.

Account of the chairman

The chairman explains to the meeting and requests the notary to act that:

I.- It was not created voting founders' shares nor issued non-voting shares.

II.- The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, it is not required to justify the convening notices, the shareholders being considered as duly convened and having knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1) To state the publication in the Luxembourg Mémorial C of the Common Merger Draft proposing the absorption of SUND S.A. by MAINE S.A.

2) To ascertain the accomplishment of all formalities as referred to in the Luxembourg Companies Law concerning commercial companies about the merger between the both companies.

3) To state the renunciation by the shareholders to the report of expert on the draft of merger and calculation of the exchange ratio and to the report to be issued by the board on the merger.

4) To accept the provisions proposed in the draft as published and to decide the merger by absorption of SUND S.A. by MAINE S.A., with accounting effect at May 1st, 2014.

5) To accept as consideration of the merger contribution the issue in favour of the shareholders of SUND S.A. of 12,839 new shares with a nominal value of EUR 100.- each, to be subscribed pro rata to their existing shareholding.

6) To discharge the directors and the auditor of the Company with respect to their performance of duties until the date of the merger.

7) To indicate the place of custody of the social documents during the legal delay.

Statement of the validity of the meeting

The foregoing facts and the chairman's presentation, after verification by the scrutineer, are found to be correct by the assembly, which considered to be validly constituted and able to deliberate on all the items of the agenda with the understanding that if all the shares are held by a single shareholder, he exercises alone the powers devolved to the general meeting.

Resolutions

Whereupon, the shareholders unanimously decide what follows:

First resolution

The meeting states the publication in the Luxembourg Mémorial C number 1826 of 14 July 2014 of the Common Merger Draft proposing the absorption of the Company by MAINE S.A., a public limited liability company having its registered office at 2 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, RCS Luxembourg B96929.

Second resolution

The meeting ascertains and states the accomplishment of all formalities as referred to in the Luxembourg Companies Law concerning commercial companies ("the Law") about the merger between the both companies.

Third resolution

The meeting states the renunciation by the shareholders to the report of expert on the draft of merger and calculation of the exchange ratio and to the report to be issued by the board on the merger.

Fourth resolution

The meeting accepts the provisions proposed in the draft as published and to merge SUND S.A. and MAINE S.A. with accounting effect on May 1st, 2014.

Fifth resolution

Duly aware of the report issued by the Luxembourg Réviseur d'Entreprises agréé, Artemis Audit & Advisory, a société à responsabilité limitée with its registered office at 25 A, Boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B166716, dated 29 August 2014, the meeting decides to accept as consideration of the merger contribution the issue in favour of the shareholders of SUND S.A. of 12,839 (twelve thousand eight hundred and thirty-nine) new shares with a nominal value of EUR 100,- (one hundred euros) each, to be subscribed pro rata to their existing shareholding.

Sixth resolution

The meeting decides to give full and entire discharge to the Directors and to the Auditor with respect to their performance of duties until the date of the merger.

Seventh resolution

The meeting decides to fix the place of custody of the social documents during the legal delay at L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Declaration

The undersigned notary has verified and attests, according to article 271, paragraph (2) of the Law, the existence and legality of the deeds and formalities incumbent to the Company and of the Common Merger Draft.

Expenses

The fees and costs which shall be borne by the company as a result of the present notarial deed, are estimated at approximately 1,200.- euros.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up and duly enacted in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois septembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Rédange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, sous-signée.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "SUND S.A.", ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 96920, «la Société», constituée suivant acte reçu le 12 novembre 2003, publié au Mémorial C numéro 1298 du 5 décembre 2003 et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

Bureau

L'assemblée est présidée par Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Patrick VAN HEES, employé privé à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Suet Sum WONG, employée privée à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Composition de l'assemblée

Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées à l'acte.

Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 13.000 (treize mille) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros), représentant la totalité du capital souscrit, sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

Exposé du président

Le président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- Il n'a pas été créé de parts bénéficiaire donnant droit de vote ni émis d'actions sans droit de vote.

II.- L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'Assemblée, il n'est pas requis de justifier de l'accomplissement des formalités de convocation, les actionnaires étant considérés comme dûment convoqués et ayant pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Constaté la publication dans le Mémorial C luxembourgeois du Projet Commun de Fusion proposant l'absorption de SUND S.A. par MAINE S.A.

2) Vérifier l'accomplissement de toutes les formalités auxquelles il est fait référence dans la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciale au sujet de la fusion entre les deux sociétés.

3) Constaté la renonciation par les actionnaires au rapport d'expert sur le projet de fusion et le calcul du rapport d'échange et au rapport sur la fusion à émettre par les conseils d'administration.

4) Accepter les dispositions contenues dans le projet de fusion tel que publié et approuver la fusion par absorption de SUND S.A. par MAINE S.A., avec effet comptable au 1^{er} mai 2014.

5) Accepter en rémunération de l'apport de fusion l'émission en faveur des actionnaires de SUND S.A. de 12.839 nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune à souscrire en proportion de leur participation.

6) Décharger les administrateurs et le commissaire aux comptes de la Société pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'à la date de la Fusion.

7) Indiquer l'endroit où seront conservés les documents sociaux pendant le délai légal.

Constataion de la validité de l'assemblée

Ces faits et l'exposé du président, après vérification par le scrutateur, sont reconnus exacts par l'assemblée qui se considère valablement constituée et apte à délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour étant entendu que si toutes les actions sont détenues par un actionnaire unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Résolutions

Sur ce, les actionnaires prennent à l'unanimité les décisions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate la publication dans le Mémorial C luxembourgeois numéro 1826 du 14 juillet 2014 du Projet Commun de Fusion proposant l'absorption de la Société par MAINE S.A., une société anonyme ayant son siège social au 2 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 96929.

Deuxième résolution

L'assemblée vérifie et constate l'accomplissement de toutes les formalités auxquelles il est fait référence dans la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciale au sujet de la fusion entre les deux sociétés.

Troisième résolution

L'assemblée constate la renonciation par les actionnaires au rapport d'expert sur le projet de fusion et le calcul du rapport d'échange et au rapport sur la fusion à émettre par les conseils d'administration.

Quatrième résolution

L'assemblée accepte les dispositions contenues dans le projet de fusion tel que publié et approuve la fusion par absorption de SUND S.A. par MAINE S.A., avec effet comptable au 1^{er} mai 2014.

Cinquième résolution

Ayant pris connaissance du rapport émis par le Réviseur d'Entreprises agréé luxembourgeois, Artemis Audit & Advisory, une société à responsabilité limitée avec siège social au 25 A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B166716, daté du 29 août 2014, l'assemblée décide d'accepter en rémunération de l'apport de fusion l'émission en faveur des actionnaires de SUND S.A. de 12.839 (douze mille huit cent trente-neuf) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune à souscrire en proportion de leur participation.

Sixième résolution

L'assemblée décide de donner décharge entière et définitive aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'à la date de la Fusion.

Septième résolution

L'assemblée décide de fixer l'endroit où seront conservés les documents sociaux pendant le délai légal à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Déclaration

Le notaire soussigné a vérifié et atteste, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du projet commun de fusion.

Frais

Les honoraires et frais à charge de la Société à raison du présent acte notarié sont estimés à 1.200,- euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg. Les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. ALBERTUS, P. VAN HEES, S.S. WONG, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 30 septembre 2014. Relation: RED/2014/2125. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014157652/183.

(140178771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Matrix EPH S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 952.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 117.647.

Matrix St Etienne Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.550,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 113.591.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-sixth day of September.

Before the undersigned Maître SCHAEFFER Martine, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Matrix EPH S.à r.l., a private limited liability company, (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 117.647, having a share capital of EUR 952,500.-, incorporated pursuant a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, on 13 June 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1700, page 81579, dated 12 September 2006, whose articles of incorporation have been modified for the last time pursuant a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on 28 November 2012, published in the Mémorial number 184, page 8799, dated 25 January 2013,

here represented by Youssef Lqoule, private employee, residing in Luxembourg, acting as the representative of the board of managers of Matrix EPH S.à r.l. (the "Board of Managers 1"), pursuant to resolutions taken by the Board of Managers 1 on 22 September 2014 (the "Resolution 1").

2) Matrix St Etienne Holdco S.à r.l., a private limited liability company, (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 113.591, having a share capital of EUR 12,525.-, incorporated pursuant a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, on 23 December 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 764, page 36646, dated 14 April 2006, whose articles of incorporation have been modified for the last time pursuant a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on 11 May 2010, published in the Mémorial number 1176, page 56404, dated 04 June 2010,

here represented by Youssef Lqoule, private employee, residing in Luxembourg, acting as the representative of the board of directors of Matrix St Etienne Holdco S.à r.l. (the "Board of Managers 2"), pursuant to resolutions taken by the Board of Managers 2 on 22 September 2014 (the "Resolution 2").

Hereinafter, the Resolution 1 and the Resolution 2 are collectively referred to as the "Resolutions".

The Board of Manager 1 and the Boards of Managers 2 are collectively hereinafter referred to as the Boards of Managers.

The Resolutions, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have required the undersigned notary to record the following joint merger proposal ("Joint Merger Proposal"):

MERGER PROJECT

1. Merging Parties. Matrix EPH S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 117.647, having a share capital of EUR 952,500.-, (hereinafter referred to as "Absorbing Company");

and,

- Matrix St Etienne Holdco S.à r.l., a private limited liability company, (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 113.591, having a share capital of EUR 12,525.-, as absorbed company (hereinafter referred to as "Absorbed Company").

2. Merger. The Absorbing Company, being the sole shareholder of the Absorbed Company, contemplates to merge with and absorb the Absorbed Company (the Absorbing Company and the Absorbed Company together being referred to as the "Merging Companies") under the simplified merger procedure regime (the "Merger") provided for in articles 278 and seq. of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

The purpose of the Merger is to simplify the current structure of the Merging Companies, in order to reduce administrative and compliance costs in Luxembourg.

The Join Merger Proposal in relation to the Merger has been approved on 22 September 2014 by the Merging Companies.

3. Effective Date. The Merger will be realised on the day that the Absorbing Company has acknowledged that the Merger has become effective, which will be on or around one calendar month after the day of publication of the present Joint Merger Proposal in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Effective Date"). The Merger shall be effective vis-à-vis third parties on the day of publication of the acknowledgment of effectiveness of the Merger.

For accounting purposes, the merger shall be deemed effective for the Absorbed Company from 1 January 2014.

4. Financial Accounts. The Absorbing Company's accounting statement, as described in article 267 c) of the Law, has been approved by the sole shareholder of the Absorbing Company.

The annual accounts of the Absorbed Company for the last three years have been approved by its sole shareholder and deposited at the Luxembourg Trade and Companies Register.

5. Assets and Liabilities contributed. Pursuant to the Merger, the Absorbed Company, following its dissolution without liquidation, transfers all its assets and liabilities, including for the avoidance of doubt with any encumbrances or charges thereon, to the Absorbing Company. The assets and liabilities, which are valued at accounting book value, are transferred on the Effective Date.

6. Advantages granted to the Managers. No special advantages are granted to the members of the Boards of Managers.

7. Mandates granted by the Absorbed Company. The mandate of the managers of the Absorbed Company will automatically cease on the Effective Date and full discharge is hereby granted to the managers of the Absorbed Company for the duties performed by them.

8. Consultation of documentation. The sole shareholder of the Absorbing Company is entitled to inspect the documents specified in article 267, paragraph 1 (a) and (c) of the Law at the registered office of the Absorbing Company at least one month before the Merger takes effect. The sole shareholder of the Absorbing Company may obtain a copy of the above referred documents upon request and free of charge.

9. General meeting of shareholders of the Absorbing Company. In compliance with article 279 of the Law, the sole shareholder of the Absorbing Company may request the convening of a general meeting of shareholders of the Absorbing Company to resolve on the approval of the Merger.

There is no requirement that a general meeting of the shareholders of the Absorbed Company be called in order to resolve on the approval of the Merger as the Absorbed Company is wholly owned by the Absorbing Company.

10. Merger formalities. The Absorbing Company shall itself carry out all formalities including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry and to effect the Merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of the Absorbed Company in accordance with article 274 of the Law.

11. Dissolution of the Absorbed Company. The Merger will result in the dissolution without liquidation of the Absorbed Company as of the Effective Date.

12. Corporate Records of the Absorbed Company. All corporate documents, files and records of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for the duration prescribed by law.

13. Issued capital of the Absorbing Company following the Merger. The Merger will not entail a modification of the issued capital of the Absorbing Company.

14. Expenses. The expenses, costs, fees and charges resulting from the Merger shall be borne by the Absorbing Company.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux quatorze, le vingt-sixième jour du mois de septembre.

Par-devant, Maître SCHAEFFER Martine, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Matrix EPH S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.647, ayant un capital social de EUR 952.500,-, constituée suivant acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire résidant à Niederanven, le 13 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1700, page 81579, daté du 12 septembre 2006, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 28 novembre 2012, publié au Mémorial numéro 184, page 8799, daté du 25 janvier 2013,

ici représentée par Youssef Lqoule, employé privé, résidant au Luxembourg, agissant en qualité de mandataire au nom et pour compte du conseil de gérance de Matrix EPH S.à r.l. (le "Conseil de Gérance 1"),

en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par une résolution prise par le Conseil de Gérance 1 le 22 septembre 2014 (la "Résolution 1");

2) Matrix St Etienne Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.591, ayant un capital social de EUR 12.525,- (la "Société Absorbante"), constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Mersch, le 23 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 764, page 36646, daté du 14 avril 2006, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 11 mai 2010, publié au Mémorial numéro 1176, page 56404, daté du 4 juin 2010,

ici représentée par Youssef Lqoule, employé privé, résidant au Luxembourg, agissant en qualité de mandataire au nom et pour compte du conseil de gérance de Matrix St Etienne Holdco S.à r.l. (le "Conseil de Gérance 2"), en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par une résolution prise par le Conseil de Gérance 2 le 22 septembre 2014 (la "Résolution 2");

Le Conseil de Gérance 1 et le Conseil de Gérance 2 sont collectivement dénommés les "Conseils de Gérances".

Ci-après, la Résolution 1 et la Résolution 2 sont collectivement dénommées les "Résolutions".

Lesdites Résolutions, paraphées ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants,, représentés comme indiqué ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter le projet commun de fusion (le "Projet Commun de Fusion") suivant:

PROJET DE FUSION

1. Parties à la fusion. Matrix EPH S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.647, ayant un capital social de EUR 952.500, comme société absorbante (la "Société Absorbante"); et

- Matrix St Etienne Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.591, ayant un capital social de EUR 12.525,-, comme société absorbée (la "Société Absorbée").

2. Fusion. La Société Absorbante prévoit de fusionner et d'absorber sa filiale entièrement contrôlée, la Sociétés Absorbée (la Société Absorbante et la Société Absorbée ensemble étant mentionnées ci-après comme les "Sociétés Fusionnantes") selon la procédure de fusion simplifiée (la "Fusion") prévue aux articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la "Loi").

L'objet de la Fusion permettra de simplifier la structure actuelle des Sociétés Fusionnantes, et de réduire les coûts administratifs et de conformité au Luxembourg.

Le Projet Commun de Fusion relatif à la Fusion a été approuvé le 22 septembre 2014 par les Sociétés Fusionnantes.

3. Date de Prise d'Effet. La Fusion sera réalisée le jour où la Société Absorbante aura constaté que la Fusion est devenue effective, lequel jour consistera à environ un mois calendrier après le jour de la publication du présent Projet Commun de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la "Date de Prise d'Effet"). La Fusion sera effective vis-à-vis des tiers le jour de la publication du constat d'effectivité de la Fusion.

La fusion sera réputée effective d'un point de vue comptable à partir du 1^{er} janvier 2014 pour la Société Absorbée.

4. Comptes Annuels. Un état comptable de la Société Absorbante, tel que décrit dans l'article 267 c) de la Loi, a été approuvé par l'associé unique de la Société Absorbante.

Les comptes annuels de la Société Absorbée pour les trois derniers exercices ont été approuvés par leurs associé unique et déposés au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

5. Actifs et Passif apportés. En conséquence de la Fusion, la Société Absorbée, suivant sa dissolution sans liquidation, transmet tout son actif et son passif, incluant pour éviter toute incertitude tous les droits et charges la grevant, à la Société Absorbante. Les actifs et le passif, qui sont évalués à la valeur comptable, sont transmis à la Date de Prise d'Effet.

6. Avantages accordés aux gérants. Il n'est pas accordé d'avantages spéciaux aux membres du conseil de gérance de chacune des Sociétés Fusionnantes.

7. Mandat accordé par la Société Absorbée. Les mandats des gérants de la Société Absorbée cessera automatiquement à la Date d'Effet et décharge est donnée par les présentes aux gérants de la Société Absorbée pour l'accomplissement de leurs mandats.

8. Consultation de la documentation. L'associé unique de la Société Absorbante a le droit d'inspecter les documents mentionnés à l'article 267, alinéa 1 (a) à (c) de la Loi au siège social de la Société Absorbante au moins un mois avant la prise d'effet de la Fusion. L'associé unique de la Société Absorbante peut obtenir copie des documents mentionnés ci-dessus sur demande et gratuitement.

9. Assemblée générale des associés de la Société Absorbante. Conformément à l'article 279 de la Loi, l'associé unique de la Société Absorbante a le droit de requérir que l'assemblée générale de la Société Absorbante soit convoquée afin de se prononcer sur l'approbation de la Fusion.

Il n'est pas requis qu'une assemblée générale de l'associé unique de la Société Absorbée soit convoquée afin de se prononcer sur l'approbation de la Fusion dans la mesure où la Société Absorbée est entièrement détenue par la Société Absorbante.

10. Formalités liées à la Fusion. La Société Absorbante devra exécuter elle-même toutes les formalités incluant les publications telles que prescrites par la loi, qui sont nécessaire ou utiles à l'exécution et à la prise d'effet de la Fusion et à la transmission et cession des actifs et du passif de la Société Absorbée conformément à l'article 274 de la Loi.

11. Dissolution de la Société Absorbée. La Fusion entraînera la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée à partir de la Date de Prise d'Effet.

12. Documents Sociaux de la Société Absorbée. Tous les documents sociaux, livres et documents comptables de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pour la durée prescrite par la Loi.

13. Capital social de la Société Absorbante à l'issue de la Fusion. La Fusion n'entraînera pas de modification du capital émis de la Société Absorbante.

14. Frais. Tous les frais, dépenses, honoraires et charges résultant de la Fusion seront supportés par la Société Absorbante.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des même comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire des comparants a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Youssef Lqoule et Martine Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 septembre 2014. LAC/2014/45162. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Référence de publication: 2014158153/206.

(140179186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Logos Ventures, Société en commandite spéciale sous la forme d'une Société d'Investissement à capital variable - Fonds d'investissement spécialisé.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'activités.

R.C.S. Luxembourg B 190.835.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of September.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

1) Logos Capital Partners S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy Luxembourg, with registered office at 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen (Grand Duchy of Luxembourg) and currently in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register;

here represented by Mr. Antonios NEZERITIS, Avocat à la Cour, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 3 September 2014;

2) Logos Investment Managers Ltd, a private company limited by shares incorporated under the laws of the Bahamas, with registered office at Suite 205A - Saffrey Square, Bank Lane and Bay Street, P.O. Box N-9934 Nassau, Bahamas,

here represented by Mr. Antonios NEZERITIS, pre-named, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 3 September 2014;

Said proxies, after signature ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with it.

Such appearing parties, represented as said before, have requested the notary to record as follows the articles of incorporation of a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions).

1. Definitions. Capitalized terms shall have the meanings ascribed to them in these articles of incorporation (the "Articles"); any capitalized terms not defined herein shall have the meanings ascribed to them in the confidential offering document of the Company (the "Offering Document"), unless inconsistent with the context, or otherwise specified. In the event of any inconsistency between the Offering Document and these Articles, these Articles will prevail.

2. Denomination and Form.

2.1 There exists an investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "Logos Ventures" (the "Company").

2.2 The Company shall be governed by the law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended (the "Law of 2007") and by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915")

(provided that in case of conflicts between the Law of 1915 and the Law of 2007, the Law of 2007 shall prevail) as well as by these Articles.

3. Duration - Dissolution.

3.1 The Company is formed for an unlimited period of time. The Company will however be automatically put into liquidation upon the termination of a compartment, if no further compartment is active at that time.

3.2 The Company may be dissolved with the consent of the General Partner (as defined in article 19.1) by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles, as prescribed in article 27 hereto as well as by the Law of 1915.

4. Corporate object.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest its funds in assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the "Shareholders" or individually a "Shareholder") the results of the management of its assets to the fullest extent permitted under the Law of 2007 but in any case subject to the terms and limits set out in the Offering Document.

4.2 Furthermore, the Company is entitled to take any action which it deems necessary or useful in order to achieve or to further the corporate purpose on the basis and within the limits of the Law of 2007.

5. Registered office.

5.1 The registered office of the Company is established in Capellen, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office of the Company may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the General Partner. For the purpose of transferring the registered office of the Company within the Grand Duchy of Luxembourg, the General Partner is empowered and instructed to take any requisite action, including amending these Articles, provided that, for the avoidance of doubt, no resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation will be required.

5.2 The General Partner shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

5.3 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such a temporary transfer of the registered office abroad will not affect the Company's valid existence under Luxembourg law.

6. Share capital - Classes - Sub-Funds - Form of Shares.

6.1 The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares (the "Shares" and individually a "Share") of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company. The subscribed capital of the Company, increased by the share premiums, shall amount at least to the minimum prescribed by Luxembourg law and must be reached within a period of twelve months from the authorisation of the Company in Luxembourg.

6.2 The share capital of the Company shall be represented by the following classes of Shares (the "Classes" and individually a "Class") of no par value:

(a) the shares which shall be reserved to the General Partner, as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company and which gives its holder the right to receive a remuneration in accordance with the provisions of the Offering Document (the "GP Shares");

(b) the shares which shall be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires) (the "Ordinary Shares"), and, as the case may be, the General Partner as further described in the Offering Document.

6.3 The initial capital is USD 45,000 divided into 1 GP Share and 449 Ordinary Shares of no par value.

6.4 The General Partner shall determine if other different Classes, the specific features of which will be described in the Offering Document, will be issued.

6.5 The General Partner may establish portfolios of assets constituting each a sub-fund (each a "Sub-Fund" and together the "Sub-Funds") within the meaning of article 71 of the Law of 2007 with one Class or with multiple Classes. The investment objectives and restrictions of a relevant Sub-Fund may differ from those of other Sub-Funds. The features of a Class may differ from those of other Classes. Irrespective of the Sub-Funds, the Company shall always be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. There will be no cross liability between the Sub-Funds.

6.6 The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited period or a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the time of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class, in accordance with article 8. In respect of the relationships between the Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

6.7 Within each Sub-Fund, Shares can furthermore be issued in series representing all Shares of a Class issued on a valuation date (the "Valuation Date").

6.8 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class shall, if not expressed in USD, be converted into USD. The capital of the Company equals the total of the net assets of all Classes of all Sub-Funds.

6.9 The Company shall issue Shares in registered form (actions nominatives) only.

6.10 All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated to that effect by the Company. This register shall contain the name of each Shareholder, its residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of Shares held.

6.11 The entry of the Shareholder's name in the register of Shares evidences the Shareholder's right of ownership over such registered Shares. The Company shall decide whether a certificate for such entry shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of the shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the General Partner.

6.12 Share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the General Partner. In the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

7. Issue and Subscription of Shares.

7.1 The General Partner is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving a preferential subscription right to the existing Shareholders.

7.2 The General Partner may allow for fractional Ordinary Shares to be issued to the nearest thousandth of an Ordinary Share. Such fractional Ordinary Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to a participation in the net results and in the proceeds of liquidation attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

7.3 The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class; the General Partner may, in particular, decide that Shares of any Classes shall only be issued during one or more subscription periods or at such other periodicity as provided for in the Offering Document.

7.4 The subscription of Ordinary Shares will only become effective upon the conclusion of an application form between the investor and the General Partner (the "Application Form"). The Application Form may contain commitments to contribute a certain amount of cash or contribution in kind to the Company upon the receipt of drawdown notices issued by the General Partner.

7.5 The General Partner may determine any other subscription conditions such as minimum commitments, subsequent commitments, default interests or restriction of ownership. Such other conditions shall be disclosed in the Offering Document or in the Application Form.

7.6 The failure of an investor or Shareholder to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Company, in accordance with the terms of the Offering Document or Application Form or commitment to the Company, entitles the Company to impose on the relevant investor or Shareholder penalties determined by the General Partner and detailed in the Offering Document or in the Application Form.

7.7 Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share shall either be the net asset value (the "NAV") per Share as determined under article 11 of these Articles or a price determined in the Offering Document by the General Partner. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable subscription fees, as determined by the General Partner. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner.

7.8 The General Partner may delegate to any manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price and to deliver them.

7.9 If subscribed Ordinary Shares are not paid for, the General Partner may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions or the General Partner may convert the Shares into default Shares which may be redeemed by the Company at a price below its value as defined in the Offering Document or in the Application Form.

7.10 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé) and provided that such assets comply with the investment objectives, restrictions and policies of the relevant Sub-Fund.

8. Transfer of Shares. Transfer of the GP Share

8.1 The General Partner shall not sell, assign, transfer, grant a participation in, pledge, hypothecate, encumber or otherwise dispose of all or any part of its GP Share(s) or voluntarily withdraw as the general partner of the Company.

Transfer of Shares

8.2 No sale, assignment, transfer, grant of a participation in, pledge, hypothecation, encumbrance or other disposal (each a "Transfer") of all or any portion of any Investor's Shares, whether voluntary or involuntary, shall be valid or effective if:

(a) the Transfer would result in a violation of any Luxembourg Law or the laws and regulations of any other jurisdiction (including, without limitation, the 1933 Act, any securities laws of the individual states of the United States, or ERISA) or subject the Company, a Sub-Fund or an Intermediary Vehicle to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Company;

(b) the Transfer would result in a violation of any term or condition of these Articles or of the Offering Document;

(c) the Transfer would result in the Company, a Sub-Fund or an Intermediary Vehicle being required to register as an investment company under the 1940 Act.

8.3 It shall be a condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(i) such Transfer be approved by the General Partner, such approval not to be unreasonably withheld;

(ii) the transferee represents in a form acceptable to the Company that such transferee is not a Restricted Person, and that the proposed Transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it; and

(iii) the transferee is not a Restricted Person.

8.4 The Company, in its sole and absolute discretion, may condition such Transfer upon the receipt of an opinion of responsible counsel (the fees of which will be borne by the transferee or the transferor) which opinion shall be reasonably satisfactory to the Company.

8.5 The transferor shall be responsible for and pay all costs and expenses (including any taxation) arising in connection with any such permitted Transfer, including reasonable legal fees arising in relation thereto incurred by the General Partner or their Affiliates and stamp duty or stamp duty reserve tax (if any) payable. The transferor and the transferee shall indemnify the Indemnified Persons, in a manner satisfactory to the General Partner, against any Claims and Expenses to which the Indemnified Persons may become subject arising out of or based upon any false representation or warranty made by, or breach or failure to comply with any covenant or agreement of, such transferor or transferee in connection with such Transfer. In addition, each Investor agrees to indemnify the Company (or the relevant Sub-Fund) and each Indemnified Person from any Claims and Expenses resulting from any Transfer or attempted Transfer of its Shares in violation of the Offering Document (and the terms of its Application Form).

8.6 No Transfer of all or any part of any Investor's Shares in any Sub-Fund, whether direct or indirect, voluntary or involuntary, shall be valid or effective if in breach of the additional restrictions on Transfer which may be set out in the relevant Appendix of the Offering Document.

9. Redemption and conversion of Shares.

9.1 The General Partner shall determine whether Shareholders of any particular Class or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their Shares by the Company or not or the conversion of all or part of their Shares into Shares of another Class or another Sub-Fund, as applicable, and reflect the terms and procedures applicable in the Offering Document.

9.2 The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares may be redeemed in any Class; the General Partner may, in particular, decide that Shares of any Class shall only be redeemed as of such Valuation Dates as provided for in the Offering Document. The General Partner may impose a lock-up period during which redemption of Shares is not allowed.

9.3 The redemption price per Share shall be paid within a period as determined in the Offering Document, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company.

9.4 The redemption price will be equal to the NAV per Share, as determined under article 11 of these Articles, less any redemptions fees and costs that may be determined by the General Partner and set out in the Offering Document. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner shall determine.

9.5 If as a result of any request for redemption the number or the aggregate NAV of the Shares held by any Shareholder in any Class would fall below such minimum number or such value as determined by the General Partner, then the General Partner may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class. At the General Partner's discretion, the General Partner reserves the right to transfer any existing Shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one Class into another appropriate Class without charge.

9.6 Shares of any Class will not be redeemed in circumstances where the calculation of the NAV per Share of such Class is temporarily suspended by the General Partner pursuant to article 12 of these Articles.

9.7 If on any given Valuation Date, redemption requests and/or conversion requests exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number or value of Shares in issue in a specific Class, the General Partner may decide that all or part, on a pro rata basis for each Shareholder asking for the redemption and/or conversion of his/her/ its Shares, of such requests for redemption and/or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Company. On the next Valuation Date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

9.8 The Company shall have the right, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie. This will be done by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class or Classes equal in value (calculated in the manner described in article 11 of these Articles) as of the relevant Valuation Date, on which the redemption price is calculated, to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such a case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares of the relevant Class or Classes. The valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

9.9 All redeemed Shares will be cancelled.

10. Restrictions on ownership of Shares.

10.1 The General Partner may restrict or prevent the ownership of Shares by any individual or other entity:

(a) if in the opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the Company, a Sub-Fund or an Intermediary Vehicle;

(b) if it may result (either individually or in conjunction with other investors in the same circumstances) in:

(i) the Company, the General Partner, a Sub-Fund or an Intermediary Vehicle incurring any liability for any taxation whenever created or imposed and whether in Luxembourg, or elsewhere or suffering pecuniary disadvantages which the same might not otherwise incur or suffer;

(ii) the Company or a Sub-Fund being subject to the U.S. Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended; or

(iii) the Company or a Sub-Fund being required to register its Shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg (including, without limitation, the 1933 Act or the 1940 Act);

(c) if it may result in a breach of any law or regulation applicable to the relevant individual or legal entity itself, the Company, the General Partner or any Sub-Fund, whether Luxembourg Law or other law; and in particular if a relevant Shareholder does not qualify as an Eligible Investor or has lost such qualification for whatever reason; or

(d) if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred;

(these persons are to be determined by the General Partner and are defined herein as “Restricted Persons”). A person or entity that does not qualify as a Well-Informed Investor shall be regarded as a Restricted Person.

10.2 For such purposes the Company may:

(a) decline to issue any Shares and decline to register any Transfer of Shares, where such registration or Transfer would result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register who seeks to register a Transfer of Shares in the Register to deliver to the Company any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder’s Shares rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person.

10.3 If it appears that an Investor is a Restricted Person, the General Partner is entitled to, in its absolute discretion:

(a) decline to accept the vote of the Restricted Person at any general meeting of the Shareholders (the “General Meeting”); and/or

(b) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Restricted Person; and/or

(c) instruct the Restricted Person to sell its Shares and to demonstrate to the General Partner that this sale was made within thirty (30) calendar days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on transfer as set out in the Offering Document; and/or

(d) reduce or terminate the Restricted Person’s; and/or

(e) compulsorily redeem all shares held by the Restricted Person at a price based on the lesser of (i) the latest available NAV of the Shares at the date on which the General Partner becomes aware that the relevant Investor is a Restricted Person (the moment of consideration being irrelevant if the NAV is equal to zero or negative) and (ii) the aggregate investment of the Restricted Person, less a penalty fee equal to, in the absolute discretion of the General Partner, either (i) 30% of the applicable price or (ii) the costs incurred by the Company as a result of the holding of shares by the Restricted Person (including all costs linked to the compulsory redemption).

11. Calculation of NAV. General

11.1 The Company, each Sub-Fund and each Class in a Sub-Fund have a NAV determined in accordance with Luxembourg Law, subject to any adjustment required to ensure that Shareholders are treated fairly and in accordance with the Articles of Incorporation.

11.2 The Reference Currency of the Company is the USD.

11.3 The NAV of each Sub-Fund and Class shall be calculated in the Reference Currency of the Sub-Fund or Class, as it is stipulated in the relevant Appendix of the Offering Document in good faith in Luxembourg on each valuation date as stipulated in the relevant Appendix of the Offering Document.

11.4 The Administrator shall under the supervision of the General Partner calculate the NAV per Class in the relevant Sub-Fund as follows: each Class participates in the Sub-Fund according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of a particular Sub-Fund on a given Valuation Date adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Date represents the total NAV attributable to that Class of that Sub-Fund on that Valuation Date. The assets of each Class will be commonly invested within a Sub-Fund but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features as it is stipulated in the relevant Appendix of the Offering Document. A separate NAV per Share, which may differ as consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the NAV of that Class of that Sub-Fund on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class of that Sub-Fund then outstanding on that Valuation Date.

Calculation of the NAV

11.5 Securities and instruments of an issuer which is neither listed on a stock exchange nor dealt or traded on a regulated market are determined at the fair value determined prudently and in good faith by the Company (or its agent) who refers to professional valuation guidelines as further determined in the Offering Document;

11.6 For the purpose of calculating the NAV per Class of a particular Sub-Fund, the NAV of each Sub-Fund shall be determined by calculating the aggregate of:

(a) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Sub-Fund in accordance with the provisions of these Articles; less

(b) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Sub-Fund in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Sub-Fund, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Date.

11.7 The total net assets of the Company will result from the difference between the gross assets (including the market value of Investments owned by the Company and its Intermediary Vehicles) and the liabilities of the Company based on a consolidated view, provided that

(i) the equity or liability interests derived from these financial statements will be adjusted to take into account the fair (i.e. discounted) value of deferred tax liabilities as determined by the Company in accordance with its internal rules;

(ii) the acquisition costs for Investments (including the costs of establishment of Intermediary Vehicle, as the case may be) shall be amortised over the planned strategic investment period of each of such Investment, as confirmed by the General Partner, or for a maximum period of five (5) years rather than expensed in full when they are incurred; and

(iii) the set up costs for the Company and any Sub-Fund shall be amortised over a maximum period of five (5) years rather than expensed in full when they are incurred.

11.8 The value of the assets of the Company will be determined as follows:

(i) the interests in unlisted funds registered in the name of the relevant Sub-Fund or in the name of an Intermediary Vehicle shall be valued at their last official and available net asset value, as reported or provided by such funds or their agents, or at their last unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values) if more recent than their last official net asset values. The official or unofficial net asset value of a fund may be adjusted for subsequent capital calls and distributions and applicable redemption charges where appropriate. The General Partner may adjust the net asset value or other valuation so provided where the General Partner considers such net asset valuation or other valuation information does not accurately reflect the Company's or the Sub-Fund's interests in such fund, whether because such information has been generated after a delay from the fund's own valuation point, change in markets or otherwise. The NAV is final and binding notwithstanding that it may have been based on unofficial or estimated net asset values;

(ii) the interests of Investments registered in the name of the relevant Sub-Fund or in the name of an Intermediary Vehicle which are listed on a stock exchange or dealt in another regulated market will be valued on the basis of the last available published stock exchange or market value;

(iii) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(iv) any transferable security and any money market instrument negotiated or listed on a stock exchange or any other organised market will be valued on the basis of the last known price, unless this price is not representative, in which case the value of such an asset will be determined on the basis of its fair value estimated by the General Partner with good faith;

(v) Investments registered in the name of the relevant Sub-Fund or in the name of an Intermediary Vehicle, other than mentioned under 11.8 (i) to 11.8 (iv) will be valued as more fully described in the Offering Document, provided that the General Partner may deviate from such valuation if deemed in the interest of the Company and its Shareholders.

11.9 The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company in compliance with Luxembourg Law. This method will then be applied in a consistent way. The Administrator can rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the NAV calculation.

11.10 For the avoidance of doubt, these provisions are rules for determining the NAV per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company.

11.11 For the purpose of this article:

(a) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Date with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;

(b) Shares of the Company to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(c) where on any Valuation Date the Company has contracted to:

(i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

(ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the General Partner.

11.12 Assets and liabilities of the Company will be allocated as follows:

(a) The proceeds to be received from the issue of Shares of any Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund corresponding to that Class, provided that if several Classes are outstanding in such Sub-Fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to that Class;

(b) The assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-Fund shall be attributable to the Class or Classes corresponding to such Sub-Fund;

(c) Where any asset is derived from another asset, such asset shall be attributable in the books of the Company to the same Class or Classes as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class or Classes;

(d) Where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Class or particular Classes within a Sub-Fund or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Class or particular Classes within a Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Class or Classes within such Sub-Fund;

(e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class, such asset or liability shall be allocated to all the Classes pro rata to their respective NAVs or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith, provided that (x) where assets of several Classes are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the General Partner, the respective right of each Class shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Class to the relevant account or pool, and (y) such right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class, as described in the Offering Document, and finally (z) all liabilities, whatever Class they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Company as a whole;

(f) Upon the payment of distributions to the Shareholders of any Class, the NAV of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

11.13 Additional rules of the valuation of Investments and the calculation of the NAV will be determined by the General Partner and, if necessary or decided by the General Partner, described in the Offering Document.

11.14 General rules

(a) All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg Law.

(b) The NAV as of any Valuation Date will be calculated and rounded to the nearest thousand.

(c) The NAV as of any Valuation Date will be made available to investors at the registered office of the Company as soon as it is finalised. The General Partner will use its best efforts to calculate and to finalise the NAV within one hundred and twenty (120) calendar days following the relevant Valuation Date.

(d) For the avoidance of doubt, the provisions of this Section 16 are rules for determining the NAV per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company.

(e) The Company may arrange for the publication of this information in the Reference Currency of each Sub-Fund/ Class and any other currency at the discretion of the General Partner in leading financial newspapers. The Company cannot accept any responsibility for any error or delay in publication or for non-publication of prices.

(f) Different valuation rules may be applicable in respect of a specific Sub-Fund as further laid down in the relevant Appendix.

Valuation of investments

Unless otherwise provided for in respect of a particular Sub-Fund in the relevant Appendix of the Offering Document, the following rules apply in respect of the valuation process of Investments.

11.15 General

(a) The General Partner appraises the Market Value of the Investments. For the purposes of appraising the Market Value of Investments, the General Partner may use valuations provided by one or more Independent Appraisers selected and appointed upon their expertise and knowledge on the relevant Investments.

(b) The Independent Appraisers will not be affiliated to the General Partner.

The name of each Independent Appraiser which valuations have been used by the General Partner will be published in the Company's annual report. The Investors may furthermore inform themselves at the registered office of the Company of the names of the Independent Appraisers.

11.16 Valuations of Investments

(a) The Market Value of Investments owned by the Company for the account of the relevant Sub-Fund will be valued at least once a year in accordance with local laws, regulations and customary market practice depending on the location of the relevant Investment (the "Annual Valuation").

(b) The Annual Valuation will be used for valuing the relevant Investment in connection with calculating the NAV on each Valuation Date during the following twelve (12) months period unless in the General Partner's opinion there is a material change in the general economic situation or in the condition of the relevant Investment which requires a new valuation which will be carried out in accordance with this article.

(c) The Administrator is entitled to rely, without further inquiry, on the valuations provided by the General Partner or by the Independent Appraiser and, for the avoidance of doubt, the Administrator will be under no obligation to value the Investments in calculating the NAV.

12. Suspension of the calculation of the NAV. Suspension events

12.1 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the NAV of Shares of any Sub-Fund and/or the issue of the Shares of such Sub-Fund to subscribers and/or the redemption of the Shares of such Sub-Fund from its Shareholders and/or the conversions of Shares of any Class in a Sub-Fund:

(a) when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the Investments, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the Investments are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the General Partner, disposal of the Investments is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Company or if, for any reason beyond the responsibility of the General Partner, the value of any Investment may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Company's assets cannot be effected at normal rates of exchange;

(e) when for any other reason, the prices of any Investments within a Sub-Fund cannot be accurately determined;

(f) if the Company is being (or is proposed to be) wound up or merged, from the date on which notice is given of a General Meeting at which a resolution to wind up or merge the Company is to be proposed or if a Sub-Fund is being liquidated or merged, from the date on which the relevant notice is given;

(g) when the suspension is required by law or legal process;

(h) when for any reason the General Partner determines that such suspension is in the best interests of Shareholders; and/or

(i) any other circumstances beyond the control of the General Partner.

12.2 The General Partner may, in any of the circumstances listed above, suspend the issue, redemption and/or conversion of Shares without suspending the calculation of the Net Asset Value.

12.3 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares of such suspension.

12.4 Such suspension as to any Sub-Fund will have no effect on the calculation of the NAV per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-Fund.

13. Investment policy, Investment restrictions and Committees.

13.1 The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Company's and its Sub-Funds' assets, in accordance with the Law of 2007 and other applicable laws and regulations, (iii) the hedging strategy to be applied to specific Classes within particular Sub-Funds and (iv) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions.

13.2 The General Partner, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Offering Document, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other funds and/or their compartments, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed on a segregated or on a pooled basis.

13.3 The General Partner may establish committees within each Sub-Fund and determine the functions of such committees including recommendations and advices in relation to the management and affairs of the Company in respect of the relevant Sub-Fund. The denomination of the committee and the rules concerning the composition, functions, duties, remuneration of the said committee shall be as set forth in the Offering Document.

14. Liability of shareholders.

14.1 Limited Shareholders shall in principle only be liable up to the amount of their capital contribution made to the Company.

14.2 The General Partner's liability shall be unlimited.

15. General meetings.

15.1 The annual General Meeting will be held each year in Luxembourg on first Monday of the month of May at 2 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the General Meeting will be held on the next bank business day in Luxembourg thereafter.

15.2 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

15.3 A representative of the General Partner shall chair all General Meetings.

15.4 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the General Meeting can be identified, (ii) all persons participating in the General Meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the General Meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a General Meeting by such means shall constitute presence in person at such General Meeting.

15.5 The Shareholders of a Sub-Fund may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters that relate exclusively to such Sub-Fund.

15.6 In addition, the Shareholders of any Class may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters that relate exclusively to such Class.

16. Notice, Quorum, Proxies, Majority.

16.1 The notice periods and quorum rules required by the Law of 1915 shall apply with respect to the General Meeting, as well as with respect to the conduct of such meetings, unless otherwise provided in these Articles.

16.2 Each Share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any General Meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or electronic mail (e-mail).

16.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting with the consent of the General Partner.

16.4 The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any General Meeting.

17. Convening notice.

17.1 Shareholders will meet pursuant to notice in the manner provided for by Luxembourg law.

17.2 Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only.

17.3 If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting, and if they state that they have been informed of the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

18. Powers of the General Meeting. Any regularly constituted General Meeting of the Company, a relevant Sub-Fund or Class shall represent the entire body of the Company that Sub-Fund or Class. It may only resolve on any item whatsoever only with the agreement of the General Partner.

19. Management.

19.1 The Company shall be managed by Logos Capital Partners S.à r.l. (the "General Partner") who shall be the general partner (actionnaire gérant commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

19.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting.

19.3 The General Partner shall namely have the power to carry out the purpose of the Company on its behalf, to perform all acts, enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or incidental thereto.

20. Removal of the General Partner.

20.1 The General Partner can only be removed by a General Meeting subject to the General Partner's consent and in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

20.2 By derogation to Section 20.1, the General Partner can be removed without its consent by a decision of the Limited Shareholders representing at least 75% of the Total Commitments:

(a) in circumstances where a court of competent jurisdiction makes a final ruling (not capable of further appeal) confirming the General Partner's gross negligence, fraud or willful default, which materially and adversely affects the Company or any Sub-Fund; or

(b) when the making of any verdict, judgment or arbitration award against the General Partner which materially and adversely affects the ability of the General Partner to carry out its duties or the conduct of the activities of the Company and which materially and adversely affects the Company or any Sub-Fund including the judgment which opens an insolvency procedure against the General Partner.

20.3 If no successor general partner is approved by the CSSF and the General Meeting within ninety (90) days from the date of notice to the General Partner of its removal, the Company will be put into liquidation and article 26 will be applicable.

21. Depositary.

21.1 The Company will appoint a depositary which fulfils the requirements of the Law of 2007 (the "Depositary").

21.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007. If the Depositary desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor depositary and will appoint it in replacement of the retiring Depositary. The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary has been appointed to act in the place thereof.

21.3 Until the Depositary is replaced, which must happen within a period of two months from the decision of the General Partner to terminate the appointment or the decision of the Depositary to retire, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders.

22. Authorized signature. The Company shall be bound by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner. Such authority may not be conferred to a Limited Shareholder of the Company.

23. Auditor.

23.1 The annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

23.2 The auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 1915 and the Law of 2007.

24. Accounting year - Accounts.

24.1 The accounting year of the Company shall begin on 1 January and it shall terminate on 31 December of each year.

24.2 The accounts of the Company shall be expressed in USD.

25. Application of income.

25.1 The General Meeting determines, subject to the approval of the General Partner and within the limits provided by law, the Articles and the Offering Document, how the income from the Sub-Fund will be applied with regard to each existing Class, and may declare, upon the consent of the General Partner, distributions.

25.2 For any Class entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in accordance with applicable laws.

25.3 Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the General Partner determines from time to time.

25.4 The General Partner may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends.

25.5 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration will be forfeited and revert to the Class(es) issued in the respective Sub-Fund.

25.6 The Company will pay no interest on a dividend declared and kept by it at the disposal of its beneficiary.

26. Merger, Dissolution and Liquidation of compartments and of the company. Liquidation or Merger of Sub-Funds or Classes. Termination of a Sub-Fund or Class

26.1 In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any Class within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner or its delegate to be the minimum level for such Sub-Fund, or such Class, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the General Partner may decide to offer to the Investors of such Sub-Fund or such Class the conversion of their Shares into Shares of another Sub-Fund or Class under terms fixed by the General Partner or to redeem all the Shares of the relevant Class or Classes at the NAV per Share (taking into account actual realization prices of Investments and realization expenses) calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. The Company shall

serve a notice to the Investors of the relevant Class or Classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered Investors shall be notified in writing.

26.2 Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the General Meeting of any Class or of any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the General Partner, to redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund or Class and refund to the Shareholders the NAV of their Shares (taking into account actual realization prices of Investments and realization expenses) calculated on the Valuation Date, at which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for such General Meeting, which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such General Meeting. Such resolution will however be subject to the General Partner's consent.

26.3 Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-Fund.

26.4 Assets which may not be distributed upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto within the applicable time period.

26.5 All redeemed Shares will be cancelled.

Merger, division or transfer of Sub-Funds or Classes

26.6 Under the same circumstances as provided under article 26.1 of this General Section, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another Luxembourg undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment and to redesignate the Shares of the Sub-Fund concerned as Shares of another Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to the relevant Shareholders).

26.7 Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by article 26.6, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Sub-Fund or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting. Such resolution will however be subject to the General Partner's consent.

26.8 Furthermore, in other circumstances than those described in Clause 21.2.1 of this General Section, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in Clause 26.1 or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment will require a resolution of the Shareholders of the Class or Sub-Fund concerned taken with 50% quorum requirement of the NAV of the Class or Sub-Fund concerned and adopted at a 2/3 majority of the votes cast, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions will be binding only on such Shareholders who have voted in favour of such amalgamation. Any General Meeting resolution taken in accordance with this Article is subject to the General Partner's consent.

Winding Up

26.9 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles and subject to the consent of the General Partner.

26.10 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 6, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting of the Shareholders by the General Partner. Subject to the consent of the General Partner, the General Meeting of the Shareholders, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

26.11 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting of the Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 6; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided, upon the consent of the General Partner, by the Shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the General Meeting.

26.12 The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

26.13 Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the Law of 1915 and the Law of 2007. In the event of a voluntary liquidation, the Company shall, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Company shall be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the competent regulatory body, shall be appointed by a General Meeting of the Shareholders, which shall determine their powers and compensation.

26.14 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and, if required by law, in two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

26.15 If the Company were to be compulsorily liquidated, the provision of the Law of 2007 will be exclusively applicable.

26.16 The issue of new Shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the General Meeting of the Shareholders, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

26.17 The liquidator(s) will realize each Sub-Fund's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation of each Sub-Fund, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each Class in accordance with their respective rights.

26.18 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for the duration provided by law. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they shall be forfeited and the balance will return to the State of Luxembourg.

27. Amendments. These Articles may be amended from time to time by a General Meeting, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg, and subject to the consent of the General Partner.

28. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined by application of the provisions of Luxembourg law, and, in particular, the Law of 1915 and the Law of 2007.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2014.

The first annual General Meeting shall be held in the year 2015, in particular to approve the accounts of the first financial year.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares	Value
1.- Logos Capital Partners S.à r.l.	1 (one) GP Share	USD 100.-
2.- Logos Investment Managers Ltd	four hundred and forty-nine (449) Ordinary Shares	USD 44,900.-

The GP Share and the Ordinary Shares have been fully paid up by contribution in cash, so that the paid-in share capital is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Statement and estimation of formation expenses

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 1915 have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Law of 1915.

The appearing parties declare that the expenses, costs, fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to EUR 2,400.- (two thousand four hundred Euros).

Extraordinary general meeting

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to the holding of a General Meeting.

Having first verified that the General Meeting was regularly constituted, the Shareholders passed with the consent of the General Partner, the following resolutions by unanimous vote:

- that the purpose of the Company has been determined and that the Articles have been set;
- that "ERNST & YOUNG", a public limited liability company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the trade and companies register of Luxembourg, section B, under number 47771, has been appointed as the external auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company; and
- that the address of the registered office of the Company is established at 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Signé: A. NEZERITIS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 septembre 2014 LAC/2014/45239. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Référence de publication: 2014158122/655.

(140179856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Materia Prima Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 111.282.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014134400/10.

(140152754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2014.

RSL Income Fund S.A., SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 153.683.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014134494/10.

(140152256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2014.

VersusMind Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 150.924.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014139291/11.

(140157958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Vintners Bidco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: GBP 649.525,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 128.279.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 Septembre 2014.

Référence de publication: 2014139300/11.

(140157824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Myone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 24, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 160.257.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2013.

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2014138684/12.

(140155237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

Chios SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 82.007.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014138200/10.

(140156883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2014.

Chios SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 82.007.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014138201/10.

(140156884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2014.

Red Prince S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 117.867.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014139213/11.

(140157465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

S & T Handels- und Beteiligungs, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 149.978.

Der individuelle Jahresabschluss zum 31. Dezember 2010 der S & T Handels- und Beteiligungs S.e.c.s. wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 4. September 2014.

Référence de publication: 2014139220/11.

(140157715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Sitinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 74.941.

Dépôt rectificatif du dépôt n° L140148595 du 19 août 2014

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 septembre 2014.

Référence de publication: 2014139251/12.

(140157381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Tradobest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 89, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 151.425.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014136901/10.

(140155572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

SRD Steel & Pipe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6832 Betzdorf, 11, rue Pierre Werner.
R.C.S. Luxembourg B 31.420.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014136887/10.

(140155752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

GST-Real SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 24, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 129.203.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2013.

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2014138658/12.

(140155248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

Georgia Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 173.275.

Extrait des Résolutions de l'Associé Unique de GEORGIA FINANCE S.à r.l. prises le 1^{er} Septembre 2014

L'unique Associé de Georgia Finance S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Xavier de Cillia, né le 11 avril 1978 à Nice (France), avec adresse professionnelle, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg en qualité de Gérant de la société et ce avec effet au 1^{er} septembre 2014,
- d'accepter la démission de LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., avec siège social au Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société et ce avec effet au 1^{er} septembre 2014,
- de nommer Rachel Hafedh, née le 22 Mars 1976 à Hayange (France), avec adresse professionnelle au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société et ce avec effet au 1^{er} septembre 2014,
- de nommer Property and Finance Corporation S.à r.l., avec siège social au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société et ce avec effet au 1^{er} septembre 2014

Le Conseil de gérance se compose comme suit:

Rachel Hafedh

Property and Finance Corporation S.à r.l.

Luxembourg, le 1^{er} Septembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014137179/22.

(140156000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2014.

Sunny Fitness S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4538 Obercorn, 12-14, rue Dalscheidt.
R.C.S. Luxembourg B 106.468.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014138558/10.

(140156925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2014.

Triumvirate II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 179.669.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014138569/10.

(140156703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2014.

Vodafone Procurement Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 97.920.

En date du 1^{er} septembre 2014, l'associé unique de Vodafone Procurement Company S.à r.l. a décidé:

- De terminer le mandat de M. Jacques-François de Prest, avec adresse au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg en tant que gérant de la société avec effet au 31 août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 septembre 2014.

Référence de publication: 2014138605/13.

(140156785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2014.

Biomedbox SA, Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, 33, rue Hiel.
R.C.S. Luxembourg B 153.026.

EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale ordinaire tenue en date du 30 juin 2014 que:

L'assemblée décide de reconduire les mandats des administrateurs suivants:

- Monsieur Michaël GALAND, né le 31 juillet 1972 à Solgnies (Belgique), demeurant à B-7030 Saint-Symphorien, 6, rue Georges Wattiez,
- Madame Valérie BORY, née le 17 mai 1967 à Verviers (Belgique), demeurant à L-7634 Haller, Niesendallerhaff,
- Madame Chantal HELLERS, née le 21 novembre 1964 à Luxembourg, demeurant à L-5885 Hesperange, 329, route de Thionville.

Les mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2020.

L'assemblée décide de reconduire le mandat de l'administrateur-délégué:

- Monsieur Michaël GALAND, né le 31 juillet 1972 à Solgnies (Belgique), demeurant à B-7030 Saint-Symphorien, 6, rue Georges Wattiez.

Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2020.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014140120/21.

(140159031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Comptassit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne.
R.C.S. Luxembourg B 161.086.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29/08/2014.

Référence de publication: 2014136609/10.

(140155851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

Dome Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 34.242,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 124.842.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

Référence de publication: 2014136626/10.

(140155425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

Centuria Capital Villes Vertes (C2V2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.940,00.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 141.074.

Veillez noter que les administrateurs Thierry GROSJEAN et Claudia SCHWEICH résident professionnellement au 15, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange.

Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Pour Centuria Capital Villes Vertes S.à r.l. (C2V2)

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014140166/14.

(140159448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Almack S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 111.756.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise par l'assemblée générale des actionnaires de la Société tenue en date du 4 septembre 2014, que:

- La démission de Monsieur Philip John GODLEY de ses fonctions d'administrateur de la Société a été acceptée avec effet au 4 septembre 2014.

- Monsieur Rolf CASPERS, né le 12 mars 1968 à Trèves (Allemagne), demeurant professionnellement au 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été nommé aux fonctions d'administrateur de la Société en remplacement de Monsieur Philip John GODLEY démissionnaire à compter du 4 septembre 2014 jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014140106/20.

(140159468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Medina Investments S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 43.921.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of August.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting (the “general meeting”) of the shareholders of “MEDINA INVESTMENTS S.A.-SPF”, a public limited liability company (“société anonyme”) (hereafter the “Company”), established and having its registered office at L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B under the number 43.921, incorporated by a notarial deed dated May 5, 1993, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”), number 365 of August 11, 1993. The articles of association of the Company have been amended for the last time by a notarial deed dated 21 December 2012, published in the Mémorial, number 831 of April 9, 2013.

The meeting is opened by Mr. Damien MATTUCCI, residing professionally at 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg, being in the chair (hereafter the “Chairman”),

The Chairman appoints as secretary Mrs. Amélie BURUS, residing professionally at 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr. Cyrille TERES, residing professionally at 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

A) The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are recorded in an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed after having been signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing persons and the undersigned notary.

B) As it appears from the said attendance list, all the issued shares, representing the whole share capital of the Company, are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

C) The agenda of the meeting is the following:

- 1.- Putting into liquidation of the Company with immediate effect.
- 2.- Appointment of the company «EUROTIME S.A.», having its registered office at 163, rue du Kiem L-8030 Strassen as liquidator.
- 3- Granting of powers to the liquidator.
- 4.- Discharge to the Directors and statutory auditor.
- 5.- Miscellaneous.

After the foregoing has been approved by the shareholders, the general meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The General Assembly decides to dissolve the Company and to put it into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The General Meeting decides to appoint as sole liquidator of the Company:

The company «EUROTIME S.A.», Société Anonyme, having its registered office at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, registered with the Trade and Company Register under number B 56.177.

Third resolution

The General Meeting decides to grant the liquidator with the following powers:

- the liquidator is vested with the broadest power foreseen by articles 144 and following the coordinated laws on commercial companies, as amended.
- the liquidator can perform the acts provided in article 145 without requesting the authorization of the shareholders General Meeting in the case where it is required.
- the liquidator can pay advances on “boni de liquidation”, in cash or kind, after having paid the Company’s debts or having made all the required provisions for the payment of the debts.
- the liquidator is exempted from inventory and can refer to the accounts of the Company.

- the liquidator can, under its liability, for specific and fixed operations, delegate to one or several representatives such part of its power that it determines.

Fourth resolution

The General Meeting decides to give the Directors and the statutory auditor full discharge for the exercise of their mandate so far.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Strassen, at the registered office of the Company, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-six août.

Par-devant nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée Générale») de la société anonyme de gestion de patrimoine familial «MEDINA INVESTMENTS S.A.-SPF» (ci-après la «Société»), ayant son siège social au 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 43.921, constituée suivant acte notarié en date du 5 mai 1993 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association numéro 365 du 11 août 1993. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié du 21 décembre 2012, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 831 du 9 avril 2013.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Damien MATTUCCI, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Amélie BURUS, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Cyrille TERES, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

A) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

B) Tel qu'il résulte de la liste de présence, la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

C) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1.- Mise en liquidation de la Société avec effet immédiat.

2.- Nomination de la société «EUROTIME S.A.», ayant son siège social au 163, rue du Kiem L-8030 Strassen à la fonction de liquidateur.

3- Détermination des pouvoirs du liquidateur.

4.- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.

5.- Divers.

L'Assemblée Générale aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de procéder à la dissolution de la Société et de prononcer sa mise en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer comme seul liquidateur de la Société:

La société «EUROTIME S.A.», Société Anonyme, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 56.177.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

- le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, telles que modifiées.
- le liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans avoir à recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale des Associés dans les cas où elle est requise.
- Le liquidateur pourra payer des avances sur boni de liquidation, en numéraire ou en nature, après avoir payé les dettes de la Société ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes.
- le liquidateur est dispensé de passer inventaire et peut s'en référer aux écritures de la Société.
- le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'il détermine.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de donner décharge pleine et entière aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Strassen, au siège social de la Société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes, et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants pré-mentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: D. MATTUCCI, A. BURUS, C. TERES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 27 août 2014. Relation: EAC/2014/11504. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014136266/130.

(140154857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2014.

Iko Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6961 Senningen, 26, rue du Château.

R.C.S. Luxembourg B 189.810.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le quatorze août.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Igor KOVROVTSEV, directeur de sociétés, né le 4 juillet 1964 à Leningrad (Russie), demeurant professionnellement au 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré vouloir constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée et a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts:

Titre I^{er} . - Objet - Durée - Dénomination - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

Art. 2. La Société a pour objet la mise en relation et effectuera les services de conseil économiques.

La Société aura aussi pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et faire mettre en valeur ces titres et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra également accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition, la gestion et la vente, sous quelque forme que ce soit, de tous biens immobiliers situés au Luxembourg ou à l'étranger.

En général, la Société pourra prendre toute mesure de contrôle et de surveillance pour sauvegarder ses droits et pourra, aux conditions et dans les termes prévus par la loi, réaliser toute opération financière, mobilière, immobilière, commerciale et industrielle qu'elle jugera utile à la réalisation et au développement de son objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: «IKO invest S.à r.l.»

Art. 5. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Niederanven.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur d'une commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital émis de la Société est fixé à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) représenté par deux mille cinq cents (2.500) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision d'associé(s) de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent (100%) du capital social réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital émis et/ou autorisé peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un (1) seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Titre III. - Administration

Art. 12. La Société est gérée par un (1) ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne doit/vent pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) est/sont révocable(s) ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 12 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un (1) ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces mandataires, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance, réuni au Luxembourg, seront adoptées, à la majorité des gérants présents ou représentés.

Si un gérant est dans l'impossibilité d'assister à une réunion du conseil de gérance, il pourra donner une procuration écrite à un autre gérant appartenant à la même classe de gérants que lui, qui sera physiquement présent à la réunion, afin, pour ce dernier, appartenant à la même classe de gérants, de voter en son nom à la réunion du Conseil de gérance.

Art. 13. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 14. L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un (1), mais moins de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social.

L'assemblée générale annuelle des associés se tiendront au Luxembourg le dernier mercredi de juin de chaque année. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V. - Exercice social - Comptes - Profits - Distributions

Art. 15. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, les comptes de la Société sont établis et le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital nominal de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'associé unique ou, le cas échéant, aux associés en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. la décision de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes sera prise par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance;
2. des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance; et
3. ces comptes intérimaires, la date desquelles ne doit pas être antérieure à trois (3) semaines de la décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance y relative, font apparaître des bénéfices distribuables suffisants (y compris les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire).

Titre VI. - Liquidation - Lois applicables

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un (1) ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par le(s) associé(s) qui déterminera(ont) leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique dans les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les deux mille cinq cents (2500) parts sociales ont été souscrites par le fondateur Monsieur Igor KOVROVTSEV, prénommé.

Monsieur Igor KOVROVTSEV, prénommé et représenté comme ci-avant, déclare libérer intégralement les parts sociales souscrites par apport en nature, moyennant apport du véhicule de la marque MERCEDES, modèle GL420, numéro de châssis WDC1648281A495335 et immatriculée NK0909.

La preuve que Monsieur Igor KOVROVTSEV est propriétaire du véhicule apporté a été donnée au notaire instrumentant par la présentation du certificat d'immatriculation.

Monsieur Igor KOVROVTSEV s'engage à faire immatriculer le prédit véhicule au nom de la société " IKO invest S.à r.l."

142077

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de sa constitution à environ 1.500- EUR.

Décisions de l'Associé Unique

Et aussitôt l'associé unique, représenté comme ci-avant et représentant l'entièreté du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre de gérant étant fixé à un (1).

2) Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

- Monsieur Igor KOVROVTSEV, directeur de sociétés, né le 4 juillet 1964 à Leningrad (Russie), demeurant professionnellement au 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

2) L'adresse de la Société est fixée à L-6961 Senningen, 26, Rue du Château.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 21 août 2014. Relation GRE/2014/3383. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014136200/155.

(140154736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2014.

Sandstorm Gold (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 168.576.

In the year two thousand and fourteen, on the fifth day of August,

Before Maître Jean SECKLER, civil law notary residing at Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Sandstorm Gold (Luxembourg), a société à responsabilité limitée duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 25,000, having its registered office at 16 avenue Pasteur, L-2310, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg under number B168576, (the "Company").

There appeared

Sandstorm Gold Ltd., a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of the Province of British Columbia, Canada, having its address at Suite 1400, 400 Burrard Street, Vancouver, B.C. V6C 3A6, Canada and registered with the British Columbia corporate registry under number BC0786375, (the "Sole Shareholder"),

Here duly represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a duly signed power of attorney.

The said power of attorney, initialled ne varietur, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, through his attorney, requests the notary to enact that all of the 25,000 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the following agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

Agenda

1. Decision to dissolve the Company and to put the Company into liquidation;
2. Granting of full discharge to the managers of the Company for the performance of their duties under their mandates;
3. Appointment of the sole shareholder of the Company as liquidator;
4. Decision to grant the liquidator with the broadest powers to carry out the liquidation and perform all operations in accordance with articles 144 and seq. of the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time, without any prior specific authorization of the sole shareholder; and
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to dissolve the Company with immediate effect and to put the Company into liquidation.

Second resolution

It is resolved to give full discharge to the managers of the Company for the performance of their duties under their mandates that expire today.

Third resolution

It is resolved to appoint the Sole Shareholder as liquidator (the "Liquidator").

Fourth resolution

It is resolved to grant the Liquidator the broadest powers to carry out the liquidation and perform all operations in accordance with articles 144 and seq. of the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time, without any prior specific authorisation of the Sole Shareholder and under its sole signature, which validly binds the Company, in particular borrow money to pay the debts of the Company, mortgage and pledge the assets of the Company and dispose of the properties of the Company.

The Liquidator is not required to draw up an inventory and it may refer to the books of the Company.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about nine hundred Euro.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille-quatorze, le cinquième jour du mois d'août,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des associés de Sandstorm Gold (Luxembourg), une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 25.000 USD ayant son siège social au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B162633, (la «Société»).

A comparu,

Sandstorm Gold Ltd., une société dûment constituée et existant valablement selon les lois de la province de la Colombie Britannique, Canada, ayant son siège social au Suite 1400, 400 Burrard Street, Vancouver, B.C. V6C 3A6, Canada et immatriculée au British Columbia Corporate Registry sous le numéro BC0786375 (l'«Associé Unique»).

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration paraphée ne varietur par le mandant de partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Ladite partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, prie le notaire d'acter que l'ensemble des 25.000 parts sociales de la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour suivant, dont l'Associé Unique a par ailleurs été préalablement informé.

Ordre du jour

1. Décision de dissoudre la Société et de mettre la Société en liquidation;
2. Décharge donnée aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs fonctions;
3. Nomination en qualité de liquidateur de l'associé unique de la Société;
4. Décision d'accorder au liquidateur les pouvoirs les plus étendus pour procéder à la liquidation et effectuer toutes opérations conformément aux articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, sans autorisation préalable de l'associé unique; et
5. Divers.

Après que l'ordre du jour eut été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé de dissoudre la Société avec effet immédiat et de procéder à sa liquidation.

Deuxième résolution

Il est décidé d'accorder décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats qui prennent fin ce jour.

Troisième résolution

Il est décidé de nommer l'Associé Unique en qualité de liquidateur (le «Liquidateur»).

Quatrième résolution

Il est décidé d'accorder au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus en vue de procéder à la liquidation et d'effectuer toutes opérations conformément aux articles 144 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée, notamment, et sans autorisation préalable spécifique de l'Associé Unique, emprunter pour payer les dettes sociales, hypothéquer les biens de la Société ou les donner en gage et aliéner les immeubles de la Société.

Le Liquidateur est dispensé d'établir un inventaire et peut se référer aux livres de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombe à la Société en raison des présentes ou qui pourrait être dû au regard du présent acte est évalué à environ neuf cents euros.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont Acte, fait et passé à Junginster, date qu'entête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le. Relation GRE/2014/. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014136338/113.

(140154638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2014.

Steel Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7241 Bereldange, 142, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 51.342.

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf août.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junginster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «STEEL CENTER S.A.», avec siège social à L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 51.342, constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'Huart, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 mai 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 431 du 5 septembre 1995, et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederranven, en date du 15 juillet 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 921 du 9 septembre 2003.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junginster.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Régis LUX, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Transfert du siège social vers L-7241 Bereldange, 142, route de Luxembourg.
- 2.- Modification afférente de la deuxième phrase de l'article 1^{er} des statuts.
- 3.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société vers L-7241 Bérelange, 142, route de Luxembourg.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier la deuxième phrase de l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. (deuxième phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Walferdange.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à huit cent cinquante euros.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, le Président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Régis LUX, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 août 2014. Relation GRE/2014/3400. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014136369/57.

(140154613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2014.

SHCO 91 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.601.

Changement suivant le contrat de cession de parts sociales du 5 septembre 2014:

- Ancienne situation associés:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l. 12.500 parts sociales

- Nouvelle situation associée:

FMC Corporation, public company, enregistrée auprès du "New Castle trade registry" de New Castle, Pennsylvanie (Etats-Unis d'Amérique) sous le numéro 0241301, ayant son siège social à 1735 Market Street, 19103 Philadelphia Pa, Pennsylvanie (Etats-Unis d'Amérique) 12.500 parts sociales

Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour SHCO 91 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014140517/18.

(140158973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.